

"L'Europe après la dévaluation" dans 30 jours d'Europe

Légende: En septembre 1969, le mensuel 30 jours d'Europe décrit les réactions des Six face aux dévaluations qui touchent leurs monnaies nationales.

Source: 30 jours d'Europe. dir. de publ. Fontaine, François ; RRéd. Chef Chastenet, Antoine. Septembre 1969, n° 134. Paris: Service d'information des Communautés européennes.

Copyright: Libre reproduction, mention d'origine obligatoire.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"1_europe_apres_la_devaluation"_dans_30_jours_d_europe-fr-9764769f-6eba-476e-a00e-8fbc29afc486.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

L'Europe après la dévaluation

Les semaines qui viennent seront vitales pour l'économie des Six

Le franc a dévalué au moment même où, dans tous les pays de la Communauté Européenne, se posent des problèmes économiques délicats. Plus que jamais, les « Six » vont avoir besoin de se concerter et de coordonner au maximum leur action. En tout état de cause, la conjoncture économique et monétaire sera, au cours des prochains mois, sur le devant de la scène européenne.

En France, la dévaluation en elle-même ne résout rien; elle prend acte d'un état de fait et cherche à provoquer les conditions d'un redressement. Il s'agit donc maintenant de ramener la balance commerciale à l'équilibre. Pour cela, il faudra ou bien exporter plus ou bien freiner les importations en limitant la consommation intérieure. Dans les deux cas, il importe de tenir compte de ce qui se passe chez nos partenaires de la C.E.E., car, pour les exportations, ceux-ci représentent plus de la moitié des ventes françaises hors zone franc (54,4 % exactement).

C'est pour cela que le Ministre de l'Économie et des Finances veut agir vite : il sait que, vers le printemps 70, l'activité risque de se ralentir chez nos partenaires; il faut donc encore en profiter avant. Cela n'ira pas sans problèmes; car, au cours du premier semestre 69, les exportations françaises se sont déjà accrues à un rythme record : + 34 % vers l'Allemagne, + 41 % vers les Pays-Bas, + 24 % en Italie, + 23 % vers la Belgique-Luxembourg. On voit mal comment les exportateurs pourraient encore forcer l'allure.

Aussi va-t-on surtout compter sur la baisse des importations, car, depuis le début de l'année, elles ont augmenté bien plus vite que les exportations (+ 26 % contre 20 %). Dans ce domaine, l'Allemagne fédérale est le premier fournisseur de la France; certes la dévaluation du franc va en principe renchérir les produits allemands de 12,5 % en France; mais il n'est pas sûr que, grâce à son extraordinaire productivité, l'industrie allemande ne parvienne pas à « digérer » ce handicap : la taxation de 4 % de ses exportations depuis novembre 68 n'a en rien gêné ses ventes; et, depuis douze mois, les prix à la consommation allemands ne se sont accrus que de 2,7 % contre environ 6,5 % en France et 8 % aux Pays-Bas.

Belgique et Pays-Bas : freiner l'inflation

En Belgique, on a craint pendant quelques jours que le franc belge ne soit obligé d'emboîter le pas au franc français. Mais on avait déjà mis en route tout un arsenal de mesures pour freiner les tendances inflationnistes : contrôle souple des prix, limitation des ventes à crédit, contrôle du crédit bancaire, nouvelle hausse du taux de l'escompte porté de 6 à 7 % le 30 juillet dernier (la 5^e hausse en huit mois), compression du budget. Les prochains mois vont être déterminants, car, depuis un an, les prix ont augmenté de 4 % et les importations se sont accélérées, même si la balance commerciale du premier semestre est restée équilibrée. Or on s'attend à de nouvelles hausses de salaires à la rentrée, dans la métallurgie et les charbonnages notamment. La situation devrait redevenir plus normale d'ici à la fin de l'année mais, en attendant, le gouvernement belge devra rester très vigilant.

Aux Pays-Bas, on est aussi préoccupé par l'inflation. Au premier semestre, les prix ont augmenté au rythme de 5,9 % l'an, pour une grosse partie par suite des hausses de salaires, mais aussi par suite de l'introduction de la TVA le 1^{er} janvier dernier. On a ainsi dû surveiller de près les prix et, le 4 août, augmenter le taux de l'escompte. Les tensions semblent se calmer un peu mais, là aussi, l'économie va rester au premier plan.

Italie : un problème de capitaux

En Italie, le problème n'est pas l'inflation. Les affaires marchent bien et les prix ne montent pas trop. Mais le climat politique et social a accéléré la fuite des capitaux; en juin 69, 634 millions de dollars sont ainsi sortis d'Italie. Résultat : pour essayer de les retenir, on a aussi remonté le taux de l'escompte le 13 août. Alors que les financiers internationaux considéraient jusqu'ici que, compte tenu du dynamisme commercial italien, il faudrait peut-être réévaluer la lire, ils commencent à se poser la question inverse.

Allemagne : la polémique sur la réévaluation du Mark

En Allemagne, la polémique sur la réévaluation du mark domine la scène électorale.

D'un côté Karl Schiller, ministre de l'Économie et le parti SPD estiment qu'il faut réévaluer; sans cela les prix vont augmenter et il faudra ensuite donner un tel coup de frein que l'on risquera une récession du type de celle de 1966/67. De l'autre le Chancelier Kiesinger, F.-J. Strauss, ministre des Finances, et les chrétiens-démocrates remarquent que, pour l'instant, les prix n'augmentent pas et que, en réévaluant, on porterait un tel coup aux exportations que, là aussi, on risquerait une récession.

Au milieu de tout cela, les experts s'efforcent de rester objectifs mais ne peuvent s'empêcher de constater que l'excédent de la balance commerciale allemande semble bien avoir un aspect permanent. Le problème va en tout cas rester au premier plan au cours des prochaines semaines.

Le Paradoxe de la Communauté

Le paradoxe de la Communauté, c'est bien que chaque pays se pose des problèmes du même type : déficit ou excédent commercial, fuite ou afflux de capitaux, hausse de taux d'escompte etc. Certes les Ministres se concertent régulièrement à Bruxelles; mais les remèdes et les solutions continuent d'apparaître en ordre dispersé : les mouvements des taux de l'escompte en apportent la preuve.

Fait positif pourtant : la Communauté a tenu à marquer ces temps derniers sa solidarité monétaire à la France (prêt de 400 millions de dollars accordé par ses partenaires de la C.E.E.). Mais il va falloir aller au-delà. D'autant que, fin septembre, s'ouvre à Washington l'Assemblée générale du Fonds Monétaire International : on y traitera de l'élargissement des quotas et de l'activation des droits de tirage spéciaux, peut-être de l'assouplissement des ajustements de parité. Le fonctionnement du système monétaire international est d'une telle importance pour l'avenir de la Communauté qu'il est vital pour elle de ne pas arriver à Washington en ordre dispersé.